

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 88

Loi modifiant la Loi des licences

---

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....

---

PRÉSENTÉ

PAR M. JACQUES PARIZEAU

Ministre du revenu

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1978



#### NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi modifie la Loi des licences aux fins de faire disparaître la notion de percepteur du revenu dont les pouvoirs seront dévolus au ministre du revenu.*

*Il a également pour but de donner suite à la proposition budgétaire du Discours sur le budget du 18 avril 1978 concernant les contenants non consignés et à la déclaration ministérielle du 6 juin 1978 portant sur le même sujet.*

*Enfin, ce projet de loi prévoit la conversion de certaines mesures au système international d'unités (SI).*

Art. 1. *L'article 1 de la Loi des licences prévoit, entre autres, que les licences sont émises par les percepteurs du revenu.*

*L'article 1 du projet de loi remplace ledit article pour prévoir que les licences sont émises par le ministre du revenu.*

*Cette modification est destinée à faire disparaître la fonction de percepteur du revenu dont les pouvoirs seront dévolus au ministre du revenu.*

Art. 2. *L'article 2 du projet de loi propose de remplacer dans la loi partout où ils s'y trouvent, les mots «percepteur du revenu» et «percepteur» par les mots «ministre du revenu».*

*Cette modification est de concordance avec l'article 1.*

Art. 3. *L'article 1b prévoit que la surveillance et le contrôle des percepteurs du revenu sont confiés au ministre du revenu.*

*L'article 3 du projet de loi abroge ledit article.*

*Cette modification est de concordance avec l'article 1.*

Art. 4. *Les paragraphes b et c de l'article 2a de la loi accordent au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de faire des règlements pour déterminer la forme des licences et fixer la rémunération des percepteurs du revenu.*

*L'article 4 du projet de loi abroge lesdits paragraphes.*

*Cette modification est de concordance avec l'article 1.*

Art. 5. *L'article 13 de la loi prévoit que les percepteurs du revenu doivent faire une recherche des infractions à la Loi des licences.*

*L'article 5 du projet de loi abroge ledit article.*

*Cette modification est de concordance avec l'article 1.*

## Projet de loi n° 88

### Loi modifiant la Loi des licences

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,  
c. 79,  
a. 1, remp.

**1.** L'article 1 de la Loi des licences (Statuts refondus, 1964, chapitre 79), remplacé par l'article 44 du chapitre 25 des lois de 1972, est de nouveau remplacé par le suivant:

Octroi des  
licences.

«**1.** Les licences prévues par la présente loi sont émises par le ministre du revenu.»

Interpré-  
tation.

**2.** Ladite loi est modifiée par le remplacement, partout où ils s'y trouvent, des mots «percepteur du revenu» et «percepteur» par les mots «ministre du revenu».

S.R.,  
c. 79,  
a. 1b, ab.

**3.** L'article 1b de ladite loi, édicté par l'article 45 du chapitre 25 des lois de 1972, est abrogé.

Id., a. 2a,  
mod.

**4.** L'article 2a de ladite loi, édicté par l'article 47 du chapitre 25 des lois de 1972, est modifié par la suppression des paragraphes b et c.

Id., a. 13,  
ab.

**5.** L'article 13 de ladite loi, modifié par l'article 51 du chapitre 25 des lois de 1972, est abrogé.

Art. 6. *Les articles 15a, 15b et 15c imposent aux percepteurs du revenu l'obligation de rendre compte et prévoient la pénalité exigible en cas d'omission.*

*L'article 6 du projet de loi abroge lesdits articles.*

*Cette modification est de concordance avec l'article 1.*

Art. 7. *Les articles 16 et 17 prévoient le poste de percepteur-adjoint.*

*L'article 7 du projet de loi abroge lesdits articles.*

*Cette modification est de concordance avec l'article 1.*

Art. 8. *Le sous-paragraphe a du paragraphe 1° de l'article 23 de la loi prévoit, entre autres, que des droits de \$500 par jour sont exigibles pour ouvrir un cirque dans un rayon de trois milles des villes de Québec et Montréal.*

*L'article 8 modifie ledit sous-paragraphe pour remplacer les mots «trois milles» par les mots «cinq kilomètres».*

*Cette modification permet d'introduire dans la loi le système international d'unités (SI).*

Art. 9. *L'article 9 du présent projet de loi propose d'ajouter à la Loi des licences une nouvelle section, soit la Section V, «Des brasseurs et des embouteilleurs».*

*Cet article donne suite au Discours sur le budget ainsi qu'à la déclaration ministérielle du ministre des finances du 6 juin 1978 concernant les contenants non consignés.*

*Ainsi il faudra obtenir une licence pour distribuer au Québec des boissons gazeuses ou de la bière dans des contenants à remplissage unique. Cet article prescrit des droits pour cette licence, soit un montant forfaitaire de \$10, ainsi que des droits variables de 2 cents pour les contenants à remplissage unique de boissons gazeuses et de bière de 454ml ou moins et de 5 cents pour ceux de plus de 454ml qui sont distribués au Québec.*

*Les importateurs de ces denrées seront également tenus de payer les mêmes droits s'ils distribuent ces produits au Québec dans des contenants à remplissage unique.*

*Enfin, cet article prévoit certaines règles pour éviter que les droits ne soient payés sur les contenants à remplissage unique de boissons gazeuses et de bière qui sont distribués à l'extérieur du Québec.*

Id., aa 15a,  
15b, 15c,  
ab.

**6.** Les articles 15a, 15b et 15c de ladite loi, édictés par l'article 52 du chapitre 25 des lois de 1972, sont abrogés.

Id., aa. 16,  
17, ab.

**7.** Les articles 16 et 17 de ladite loi, remplacés par l'article 53 du chapitre 25 des lois de 1972, sont abrogés.

Id., a. 23,  
mod.

**8.** L'article 23 de ladite loi est modifié par le remplacement du sous-paragraphe a du paragraphe 1° par le suivant:

«a) Dans les villes de Québec et Montréal, et dans un rayon de cinq kilomètres de chacune de ces villes, cinq cents dollars pour chaque jour de représentation ou exhibition; et, pour chaque exhibition adjointe (*side-show*), trente dollars pour chaque jour;».

Id.,  
aa. 75  
82a, aj.

**9.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 74, de la section et des articles suivants:

## «SECTION V

### «DES BRASSEURS ET DES EMBOUTEILLEURS

Interpré-  
tation:

«brasseur»;

«**75.** Pour les fins de la présente section, on entend par:

«brasseur»:

a) la Société des alcools du Québec;

b) toute personne qui détient un permis de brasseur délivré en vertu de la Loi de la Société des alcools du Québec (1971, chapitre 20);

c) toute personne qui exploite une entreprise de transport interprovincial ou international de passagers

i) par terre; ou

ii) par eau et qui fait du transport entre différents ports de la province;

«distribu-  
teur».

«distributeur»:

a) toute personne qui distribue au Québec et à l'extérieur du Québec des boissons gazeuses dans des contenants à remplissage unique à l'exception des personnes qui vendent exclusivement en détail au Québec et qui n'ont pas de place d'affaires à l'extérieur du Québec;

b) toute personne qui met au Québec des boissons gazeuses dans des contenants à remplissage unique, qui y apporte ou s'y

fait livrer par un fournisseur de l'extérieur du Québec des boissons gazeuses dans de tels contenants;

c) toute personne qui exploite une entreprise de transport interprovincial ou international de passagers

i) par terre; ou

ii) par eau et qui fait du transport entre différents ports de la province.

Licence  
requis,  
etc.

«**76.** Aucun brasseur ne peut distribuer au Québec de la bière dans des contenants à remplissage unique sans obtenir une licence de distributeur de bière dont les droits s'établissent comme suit:

a) \$10 annuellement; et

b) 0,02 \$ par contenant à remplissage unique de 454ml ou moins et 0,05 \$ par contenant à remplissage unique de plus de 454ml qu'il distribue, à l'exception:

i) des contenants distribués à un détenteur d'une licence de distributeur de bière émise en vertu de la présente section;

ii) des contenants que le brasseur expédie hors du Québec ou livre à des entreprises de transport aérien de passagers ou à des entreprises de transport maritime qui ne font pas de transport entre différents ports de la province; ou

iii) des contenants dont une personne de l'extérieur du Québec autre qu'un brasseur prend possession pour en faire la distribution exclusivement hors du Québec.

Licence  
requis,  
etc.

«**77.** Aucun distributeur ne peut distribuer au Québec des boissons gazeuses dans des contenants à remplissage unique sans obtenir une licence de distributeur de boissons gazeuses dont les droits s'établissent comme suit:

a) \$10 annuellement; et

b) 0,02 \$ par contenant à remplissage unique de 454ml ou moins et 0,05 \$ par contenant à remplissage unique de plus de 454ml qu'il distribue, à l'exception:

i) des contenants distribués au détenteur d'une licence de distributeur de boissons gazeuses émise en vertu de la présente section;

ii) des contenants que le distributeur expédie hors du Québec ou livre à des entreprises de transport aérien de passagers ou à des entreprises de transport maritime qui ne font pas de transport entre différents ports de la province; ou

iii) des contenants dont une personne de l'extérieur du Québec autre qu'un distributeur prend possession pour en faire la distribution exclusivement hors du Québec.



Octroi des  
licences.

«**78.** Les licences prévues aux articles 76 et 77 sont émises par le ministre du revenu aux conditions prévues par la loi.

Paiement  
au  
ministre.

«**79.** Le droit de \$10 prévu au paragraphe *a* des articles 76 et 77 doit être payé au ministre lors de la demande de licence.

Paiements  
mensuels.

Les autres droits prévus par la présente section doivent être payés mensuellement au ministre au plus tard le quinzième jour du mois qui suit celui pendant lequel la bière ou les boissons gazeuses ont été distribuées au Québec.

Rapport  
au  
ministre.

«**80.** Les personnes visées aux articles 76 ou 77 doivent, au plus tard le quinzième jour de chaque mois, faire rapport au ministre, dans la forme qu'il prescrit, de leurs activités de distribution pour le mois de calendrier précédent, même si aucun droit n'est exigible.

Infraction  
et peine.

«**81.** Les personnes visées aux articles 76 ou 77 qui ne détiennent pas une licence en vigueur commettent une infraction et sont passibles d'une amende égale au double des droits exigibles en vertu de la présente section.

Idem.

«**82.** Les personnes visées aux articles 76 ou 77 qui omettent dans le temps prescrit de faire rapport ou de verser les droits qu'elles étaient tenues de payer commettent une infraction et encourrent une peine de dix pour cent de ces droits.

Couronne  
liée.

«**82a.** La présente section s'applique à la couronne.»

Effet de  
a.9.

**10.** L'article 9 a effet depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1978.

Entrée en  
vigueur.

**11.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction à l'exception des articles 1 à 7 qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1979.